

La nation dans tous ses états. Les identités nationales en mouvement d'Alain Diekhoff, Paris, Flammarion, 2000, 354 p.

Linda Cardinal

Volume 19, numéro 2-3, 2000

Judiciarisation et pouvoir politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040238ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040238ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cardinal, L. (2000). Compte rendu de [*La nation dans tous ses états. Les identités nationales en mouvement* d'Alain Diekhoff, Paris, Flammarion, 2000, 354 p.] *Politique et Sociétés*, 19(2-3), 285–288. <https://doi.org/10.7202/040238ar>

La nation dans tous ses états. Les identités nationales en mouvement
d'Alain Dieckhoff, Paris, Flammarion, 2000, 354 p.

Alain Dieckhoff n'en est pas à sa première publication sur la nation et le nationalisme contemporains. Spécialiste reconnu de la société israélienne et du conflit israélo-arabe, il a aussi publié, en 1995, un livre sur l'Italie. Dans *La nation dans tous ses États*, A. Dieckhoff se consacre à l'étude des nationalismes qu'il qualifie de « périphérique de rupture » ou de « nationalisme de disjonction ». Ces derniers, selon l'auteur, « constitue[nt] la modalité la plus active du nationalisme contemporain, du Québec aux Balkans en passant par la Catalogne, la Flandre ou la Corse » (p. 17). D'une part, A. Dieckhoff tente de préciser les mutations du nationalisme contemporain depuis sa forme unitaire et centraliste — dont on retrouve les formes les plus extrêmes dans les courants populistes d'extrême droite — jusqu'à ces nationalismes qui revendiquent ou ont provoqué l'avènement de nouveaux espaces politiques en regard d'États déjà existants au sein desquels ils sont intégrés. D'autre part, l'auteur s'intéresse aux réponses que les États déjà constitués, en l'occurrence l'État-nation, ont données à ces nouvelles formes de nationalisme même si leurs protagonistes n'en sont pas à leurs premières armes dans ce domaine. En effet, la Catalogne ou le Québec ont des mouvements nationalistes qui sont concomitants à la mise en place de l'État-nation tel que nous le connaissons depuis le XIX^e siècle.

Le livre est divisé en deux parties, dont une première sur le nationalisme qui comprend quatre chapitres et une deuxième sur le thème de « la multinationalité comme défi pour l'État » constituée de trois chapitres. Dans la première partie, « L'appel du nationalisme », l'auteur esquisse les grandes lignes d'une approche du nationalisme qui lui permet de mieux situer les nations qu'il a choisi d'étudier, dont le Québec, la Catalogne, la Flandre, les Balkans, notamment en regard du phénomène de la mondialisation. A. Dieckhoff montre bien comment ce dernier provoque l'avènement de nouvelles nations, avec ou sans État, alors que libéraux et socialistes ne cessent de parler du dépassement de l'État-nation. De fait, selon l'auteur, « de façon largement involontaire, la globalisation a contribué depuis le XIX^e siècle à entretenir les logiques identitaires »(p.33). Qu'on se le tienne pour dit. Si les États se sont affaiblis ou sont en voie de se restructurer dans la plupart des cas, la nation demeure un horizon indépassable pour bien des peuples. De plus, à ceux qui ne cessent de critiquer le fondement ethnoculturel du nationalisme contemporain, l'auteur réplique que même les États apparemment neutres ont un fondement ethnique découlant de leur incapacité de disjoindre le politique de la culture, la France étant un cas de figure d'une telle difficulté et les États-Unis également où l'intégration passe nécessairement par la langue anglaise comme langue dominante. On pourrait dire la même chose du Canada où 90 % des immigrants s'assimilent à l'anglais. Cela étant dit, comment, se demande A. Dieckhoff, expliquer que de nouveaux États ont été créés et que d'autres ne l'ont pas été ? La persistance des nationalismes serait liée au fait que l'on a affaire, dans les cas du Québec, de l'Écosse, des Pays basques, de la Flandre ou de la Catalogne, à des sociétés globales, c'est-à-dire à des sociétés « dotées d'une structure sociale complète, d'institutions propres, d'un territoire spécifique et d'une culture particulière »(p. 123). Ce concept, que l'auteur emprunte à Simon Langlois de l'Université Laval, lui permet de montrer comment les nationalismes de disjonction réussissent à s'affirmer sur le plan politique.

Dans la deuxième partie de son livre, A. Dieckhoff démontre que le principe de l'État multinational est le meilleur moyen de répondre aux exigences contemporaines du nationalisme de rupture. Passant en revue les diverses réponses : libérale, républicaine, multiculturelle et postnationale, aux défis de la plurinationalité, l'auteur conclut que c'est à l'État-nation à s'ajuster aux nations périphériques plutôt qu'à ces dernières de renoncer à leur revendication d'autonomie. Toutefois, il n'adhère pas au principe de l'autodétermination des peuples sans condition. Ce dernier doit-il toujours conduire à la mise en place d'un nouvel État indépendant ? Si être souverain, c'est être autonome, c'est-à-dire reconnaître que la légitimité du pouvoir revient au peuple, peut-on imaginer des nations qui se côtoient au sein d'un même État et participent à une culture publique commune ? A. Dieckhoff revoit l'expérience impériale afin de montrer comment, jusqu'à présent, l'État-nation a été exclusif par rapport aux empires qui ont, par le passé, permis à plus d'un groupe de coexister pacifiquement. Certes, ce détour par

les régimes impériaux peut paraître douteux mais l'auteur ne se veut pas nostalgique. Il cherche plutôt à montrer par plus d'une voie que non seulement la multinationalité n'est pas un phénomène si récent, mais que la coexistence entre nations dans un même État serait non seulement possible mais également souhaitable.

Bref, selon A. Dieckhoff, on ne peut ignorer les revendications des mouvements nationalitaires, mais l'idée que la souveraineté d'un groupe ne puisse s'exprimer que dans la création d'un nouvel État est réductrice : « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes c'est aussi le droit d'un peuple à ne pas devenir un État » (p. 280). Toutefois, l'auteur admet que la coexistence de plusieurs nations reconnues en tant que telles au sein d'un même État ne peut être la panacée. Il choisit cette voie comme un défi à relever, conscient qu'il n'est pas toujours possible que des nations puissent ou souhaitent vivre ensemble. Dans certains cas, la sécession serait donc nécessaire.

Ce livre démontre une rare sensibilité à l'égard des revendications des peuples et des nations minoritaires. L'auteur a opté pour un style sobre, mais sans jamais hésiter à prendre position. Il a aussi choisi une approche dont le souci principal est la comparaison et la clarté et dont la grande qualité est d'avoir réussi à resituer chaque phénomène dans son contexte plutôt que de s'adonner à des généralisations abusives comme c'est souvent le cas dans ce domaine. Ainsi, c'est avec la Catalogne et l'Écosse ou la Belgique que le Québec est comparé et non avec les Balkans ou les pays baltes où les traditions ne sont pas les mêmes et où l'on est en présence de nouveaux États créés dans des contextes d'États en dislocation et encore peu ouverts à la démocratie. L'auteur réussit également à montrer qu'à bien des égards les maux dont on affuble les nationalismes de rupture, par exemple leur caractère trop ethnique, ont déjà été ceux des États-nations existants alors qu'ils luttaient pour leur autonomie au sein des régimes impériaux. C'est aussi en associant culture et politique dans leurs luttes contre la subordination que ces derniers ont été créés.

Les spécialistes de la politique québécoise et de la politique canadienne trouveront dans ce livre des références et réflexions intéressantes et pertinentes tant pour la mise à jour que A. Dieckhoff propose de la notion de peuples, d'autodétermination, de souveraineté et de sécession que pour ses analyses percutantes des multiples expressions du nationalisme contemporain dans les différentes parties du globe. L'auteur fait preuve d'une grande connaissance de la géopolitique même si les tableaux qu'il brosse du nationalisme dans divers pays se limitent souvent aux linéaments. On lui reprochera en ce qui concerne le Québec, de trop s'attarder à la représentation « whiggiste » du Québec comme société catholique et ethnique par rapport à un Canada anglais apparemment plus libéral et respectueux des droits et libertés. Du point de vue d'une francophone hors Québec, il y aurait de quoi douter de ces propos qui frisent la caricature mais sont oh combien ! encore populaires au sein de la science politique et de plusieurs milieux au Québec et au Canada.

Malgré ces quelques réserves, *La nation dans tous ses États* est un livre fécond qui devrait constituer une référence importante pour quiconque souhaite comprendre dans ses grandes lignes la mutation des nationalismes contemporains et le besoin d'y répondre sérieusement.

Linda Cardinal
Université d'Ottawa